

## DE NOMBREUSES RÉFORMES SONT EN COURS DANS LE SECTEUR

## Justice, «l'essentiel reste à faire»

*Le ministère de la Justice est à pied d'œuvre pour la modernisation d'un secteur longtemps pointé du doigt pour ses dysfonctionnements et son mode opératoire considéré comme étant à la traîne vis-à-vis des autres pays. Des nouveautés ont été récemment introduites, d'autres décisions seront prises dans les tout prochains jours. La nouvelle stratégie de la chancellerie sera-t-elle à même de satisfaire les aspirations de toutes ces voix qui plaident depuis longtemps en faveur d'une justice plus forte ? Des experts s'expriment ici sur la question.*

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Dimanche 25 décembre. Le directeur général chargé de la modernisation auprès du ministère de la Justice annonce l'entrée en vigueur du bracelet électronique. La première expérience a eu lieu le même jour au tribunal de Tipasa. Abdelhakim Akka précise devant la presse qu'il s'agit là «d'une première dans le monde arabe et d'une deuxième expérience en Afrique». Reprenant les termes utilisés avant ce jour par le ministre de la Justice, il précise que l'introduction de ce bracelet est destinée à «renforcer le caractère exceptionnel de la détention provisoire très critiquée à travers tous les pays du monde car étant en contradiction avec le principe de la présomption d'innocence». Depuis le lancement de l'opération, deux personnes en attente de jugement ont été dotées du fameux bracelet échappant ainsi à un emprisonnement. Dotés d'une puce permettant de localiser les prévenus, ces derniers sont sommés de respecter un périmètre d'assignation. Toute entrave ou dépassement de l'espace assigné déclenche une alarme qui rend le prévenu facilement repérable. Officiellement, l'introduction du bracelet électronique comme moyen de surveillance à distance est destinée à régler le problème de la détention provisoire, sujet fâcheux qui a longtemps maintenu en alerte les défenseurs des droits de l'Homme, révoltés par un maintien prolongé et illégal des détenus avant leur jugement. La mesure, dit-on, est également destinée à alléger le

monde carcéral. L'opération, qui devrait s'étendre progressivement au reste du pays, est supervisée par une juridiction chargée de la réforme de la justice.

La mise en place de la surveillance à distance semble cependant constituer uniquement le point de départ d'une réforme beaucoup plus large amorcée il y a plusieurs mois déjà avec l'adoption d'une ordonnance introduisant de nouvelles dispositions. Ces dernières consistent en la mise en place d'un dispositif permettant la protection des témoins, la limitation de la détention provisoire aux personnes encourant une peine de trois ans mais aussi la simplification des démarches pour le pourvoi en cassation. Et ce n'est pas tout.

### «Des réformes techniques»

Contacté en vue d'un éclairage sur les évolutions enregistrées, M<sup>e</sup> Miloud Brahimi salue d'emblée ce qu'il considère comme étant des avancées notables dans le monde de la justice. «Il faut saluer les réformes qui ont été faites, dit-il, ainsi que celles qui vont être introduites incessamment». L'avocat, l'un des plus anciens et des plus connus du barreau algérien, évoque les textes qui passeront au cours des jours prochains au niveau de l'Assemblée nationale. «L'APN, poursuit-il, va adopter une nouvelle procédure en droit d'appel. Cette dernière permettra de régler un gros problème honteux auquel nous étions confrontés, à savoir introduire le droit d'appel en criminelle». Jusqu'à l'heure, ce droit était



Photo : DR.

réservé exclusivement aux affaires consacrées aux délits. «Cette disposition sur laquelle l'Algérie fonctionnait jusqu'à l'heure est un héritage du droit français, or, la France s'en est elle-même débarrassée, mais nous avons malheureusement continué à utiliser ces textes pendant tout ce temps chez nous.» Selon M<sup>e</sup> Brahimi, les textes qui seront adoptés les prochains jours permettront également l'annulation de l'ordonnance de prise de corps, une mesure jugée également honteuse et moyenâgeuse puisqu'elle contraind les personnes impliquées dans les affaires dites lourdes à purger une peine de prison, même d'une journée, avant d'être jugées. «Ces personnes étaient conduites en prison même la veille de leur procès. C'était terrible, les prévenus se rendaient au tribunal complètement démoralisés.» «Bien sûr que dans tout ce contexte, l'introduction du bracelet électronique est une bonne chose, mais il aurait été sans doute plus simple de limiter la détention provisoire. Beaucoup de choses restent cependant à faire en matière de réforme», poursuit l'avocat et défenseur des droits de l'Homme. «Il faut aller, dit-il, vers l'annulation de l'ordonnance portant sur le maintien par corps». Celle-ci porte sur l'emprisonnement des personnes qui ne s'acquittent pas d'une dette à partir de 3 millions de dinars. «Ces dernières encourent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement, c'est une démente, poursuit notre interlocuteur, d'autant que, dans notre pays, elle s'applique à certains et pas d'autres. Il s'agit là encore des erreurs du droit français qui s'en est débarrassé lui».

Comme beaucoup d'autres experts que nous avons interrogés, M<sup>e</sup> Miloud Brahimi soutient que le combat pour une justice plus forte et des réformes de fond se poursuit cependant car le problème fondamental continue à se poser. Il concerne l'in-

dépendance de la justice. Une problématique que notre interlocuteur résume à travers l'affaire du journaliste Tamalt, mort en prison des suites d'une grève de la faim. «L'administration pénitentiaire n'a absolument rien à voir dans la mort de ce journaliste, elle a fait son devoir en lui prodiguant les soins nécessaires. Tamalt n'est pas mort pour avoir été détenu, il est mort d'avoir été condamné. Et là se pose toute la question de l'indépendance de la justice.»

### «Il ne faut pas crier victoire»

M<sup>e</sup> Bourayou va plus loin sur le sujet. Selon lui, les réformes apportées ne sont que des «artifices, car les problèmes réels restent posés. Il s'agit de l'indépendance de la justice, un concept qui implique que le juge doit être indépendant, que la hiérarchie arrête de se mêler des affaires des magistrats, que le Conseil de la magistrature soit réhabilité pour prendre les décisions qui s'imposent et que des magistrats ne doivent pas rester en poste 20 ans comme on le constate actuellement. Le bracelet électronique c'est bien, mais les sanctions appliquées à son porteur sont-elles forcément objectives ? Il ne suffit pas d'une démarche technique du ministère pour crier victoire. Il y a un problème de légitimité de la justice. Les Algériens ont peur d'être jugés par certains magistrats. La société a rompu avec la justice.»

Le point de vue est partagé par M<sup>e</sup> Saddat. Connue pour ses réquisitoires en faveur des droits de l'Homme, elle estime à son tour que les réformes introduites constituent une avancée en matière technique «même s'il faut attendre ce que cela va donner sur le plan pratique». «Le plus gros problème reste l'indépendance de la justice. La meilleure technologie ne peut apporter une application sereine de la loi. On innove, on modernise mais les pressions

sur les magistrats demeurent.» M<sup>e</sup> Saddat estime que les réformes introduites sont nettement insuffisantes face aux aspirations et à une réalité terrible que vit le pays. «Nous sommes en 2017, dit-elle, et nos prisons accueillent des détenus politiques, des détenus d'opinion, religieuse, des blogueurs, c'est une honte. Des militants de partis politiques sont détenus depuis 2017, ils risquent y compris la peine de mort. Des personnes sont arrêtées en masse et jetées en prison parce qu'elles ne plaisent pas aux maîtres du moment. De quelles réformes voulez-vous donc parler?»

Benissad, président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, est connu pour avoir lui aussi longtemps plaidé en faveur d'une réduction de la détention provisoire. Interrogé à son tour, il salue lui aussi «cette avancée même si, dit-il, je considère qu'une réforme politique globale s'impose». «L'Algérie, poursuit-il, a ratifié tous les pactes internationaux en matière de droits de l'Homme, et nous assistons là à une mise en conformité avec les engagements pris.

Le bracelet électronique est une bonne chose, et il fait en même temps percevoir que la liberté est un principe et que la prison est une exception. Il faut cependant aller vers la séparation des pouvoirs. C'est ce qui permettra le maintien des équilibres et la protection contre les abus.

Ce rôle est principalement celui du pouvoir judiciaire, c'est lui qui est censé être garant des libertés. Il faut y arriver. Il faut que le Haut Conseil de la magistrature soit indépendant. N'oublions pas que c'est là aussi que se joue la carrière des magistrats, ils sont soumis à des pressions et doivent réfléchir longtemps avant de prendre des décisions à travers lesquelles ils peuvent s'attirer des ennuis.»

A. C.

## Les précisions supplémentaires du RND

Suite à notre article «Cérémonie d'installation de l'Instance de surveillance des élections : Les raisons réelles du boycott de Ouyahia», paru en page 3 de notre édition du lundi 23 janvier 2017, le Rassemblement national démocratique (RND) nous précise encore davantage qu'effectivement : «Nous n'avons pas pris part à ladite cérémonie pour la simple raison que nous n'avons pas été invités.» C'est ce qu'affirme le porte-parole du parti, Seddik Chihab. «Les organisateurs ont, certes, envoyé une invitation à Ahmed Ouyahia, en sa qualité de directeur de cabinet à la Présidence, croyant, à tort, que cela suffisait pour que le parti soit aussi représenté. C'est une erreur protocolaire. Ceci dit, nous appuyons l'Instance de Abdelwahab Derbal.» Par ailleurs, Ouyahia était également retenu par une activité présidentielle comme nous l'écrivions dans le même article.

R. N.